

Communiqué de presse

Charleroi, le 4 mars 2025

Un septuagénaire menacé d'expulsion par La Sambrienne | Le vieux qui refusait de mourir dans la rue...

Jean-Marc Befahy, 70 ans, est confronté à une procédure d'expulsion initiée par La Sambrienne, société de logement de service public en Belgique. Malgré un parcours de locataire exemplaire, il se voit contraint de quitter son domicile, sans solution de relogement proposée.

Après le décès de sa compagne en 2023, M. Befahy a continué à occuper légalement le logement qu'ils partageaient. Quelques mois plus tard, il fait l'objet d'une procédure d'expulsion. Procédure ayant à l'encontre de la dignité humaine, voire aux règles du code du logement wallon !

Face à cette situation, M. Befahy a lancé une initiative citoyenne pour dénoncer les abus d'un système qui semble ignorer sa propre déontologie, afin de mettre en lumière les dérives d'un système qui semble ignorer ses propres règles déontologiques.

Il appelle à une mobilisation pour :

- Assurer des réponses rapides et justes aux demandes de logement sociaux, dans le respect des droits des locataires.
- Contester les préavis litigieux, les abus et autres manquements aux règles et à la dignité humaine.
- **Un devoir d'information et une meilleure protection** face aux règlements des organismes de logements.
- Mettre en lumière les malheureuses expériences de concitoyens ayant vécu des situations similaires.

Pour soutenir cette cause et empêcher ces expulsions injustes, une initiative citoyenne est en cours (plus d'infos sur le site <https://www.sos-sambrienne.be>).

M. Befahy invite également les personnes ayant vécu des expériences similaires à le contacter pour partager leur histoire et renforcer ainsi, cette initiative citoyenne.

Contact :

Jean-Marc Befahy

Site web : <https://www.sos-sambrienne.be>

Contact : help@sos-sambrienne.be

Cette affaire souligne la nécessité d'une réflexion approfondie sur les pratiques des sociétés de logement de service public et appelle à une mobilisation collective pour défendre les droits fondamentaux des locataires.